



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2988
7 novembre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Milliardaires contre les taxes

Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé!



Mayotte
Le mépris
de l'État

Page 7

Soudan
À l'heure
des massacres

Page 9

Hôpitaux
Économies
criminelles

Page 3

Leur société

- Économies sur les hôpitaux : la santé en danger 3
- AME : une attaque contre tous 3
- Arrêts maladie : une proposition scandaleuse 3
- "Trou de la Sécu" : l'État pille l'argent des salariés 4
- Découverts bancaires : mesure anti-pauvres 4
- Le ministre et le prisonnier 4
- Accord franco-algérien de 1968 : la droite à l'unisson du RN 5
- Budget : l'extrême droite défend les riches 5
- Naufrage de migrants : les principaux coupables ne sont pas dans le box 5
- Logement : la flambée des expulsions 6
- Loyers impayés : la réalité derrière la vitrine 6
- Policiers de Bobigny : les violeurs portent l'uniforme 6
- Mayotte : le mépris de l'État 7
- Des patrons voyous 7
- La chasse à l'homme continue 7
- Croissance : de quoi, pourquoi, vers où ? 12
- Lafarge : profit criminel 12
- Shein : scandale et intox 12
- Medef : pas de vaccin contre la soif de profit 12

Dans le monde

- Moyen-Orient : le terrorisme d'État israélien 8
- Une population otage de l'extrême droite 8
- Soudan : à l'heure des massacres 9
- Italie-Libye : un accord ignoble contre les migrants 9
- États-Unis : un maire "socialiste" à New York 10
- Aide alimentaire amputée 10
- Spéculation boursière : la bulle qui grossit 10
- Brésil : guerre contre les pauvres 16
- Chine-USA : bras de fer commercial 16

Il y a cent ans

- Chine 1925-1927 : la révolution ouvrière étranglée 11

Dans les entreprises

- Face aux licenciements : quelle riposte ? 13
- Port de La Pallice - La Rochelle 13
- SNCF - Rennes 13
- Stellantis - Poissy et Hordain 14
- Renault - Cléon 14
- Fonderie lorraine - Grosbliedestroff 15
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 15

Les nôtres

- Notre camarade, Jean-Pierre Gaudin 7

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Cercle Léon Trotsky 3

Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé !

La taxe Zucman, une taxation de 2 % du patrimoine pour les 1 800 personnes possédant plus de 100 millions, a été définitivement écartée par un vote à l'Assemblée.

Oh, cette taxe n'avait pas de quoi casser trois pattes à un canard, ni aux capitalistes ! Elle n'enlevait rien à leur pouvoir d'exploiter des millions de travailleurs. Ces 2 % de taxe n'auraient même pas fait dégonfler leurs immenses fortunes car celles-ci augmentent au rythme de 5 à 6 % par an, en moyenne. Cela donnait juste l'illusion d'un peu plus de justice sociale, et c'est pour cela que le PS l'a défendue, avant de l'abandonner pour d'autres marchandages avec Lecornu.

Mais cette taxation a fait bondir le ban et l'arrière ban de la bourgeoisie, qui a déclenché une intense campagne médiatique. « Spoliation ! », « Furie fiscale ! », « Expropriation ! », ont hurlé certains, comme si ces ultrariches allaient être jetés à la rue ou contraints de se nourrir aux Restos du cœur !

On pourrait en rire si ce n'était aussi révoltant. Car des millions de femmes et d'hommes ont vraiment du mal à se nourrir, à se loger, à se chauffer et à se soigner. Des centaines de milliers sont licenciés, privés de leur gagne-pain, chassés de chez eux parce qu'ils n'arrivent plus à faire face à leur loyer ou à leur crédit. Et ils sont bien obligés de régler leurs impôts, à commencer par la TVA de 20 %, payée sur la plupart des achats.

Bernard Arnault, qui a reçu en 2024 trois milliards de dividendes du groupe LVMH et les a placés dans sa holding financière pour qu'ils ne soient pas taxés, est intervenu en personne : cette taxe, qu'il dit conçue par « un militant d'extrême gauche », attesterait de la « volonté de mettre à terre l'économie française ».

Le gouvernement, les politiciens du centre et de droite, ainsi que Le Pen et Bardella se sont portés au secours « du pauvre et de l'orphelin ». Tous se sont opposés à la taxation « des biens professionnels ». Comme s'ils défendaient l'atelier de l'artisan, le four du boulanger ou la voiture du chauffeur VTC !

Dans un langage des plus imagés, Lecornu a déclaré que ce serait « tuer la vache », donc « abandonner toute forme de perspective d'avoir du lait, un jour ». Mais les plus riches du pays, les familles Arnault, Pinault, Hermès, Wertheimer qui possède Chanel, la famille Bettencourt-Meyers à la tête de L'Oréal, n'ont pas investi dans un troupeau de vaches ni dans des produits indispensables à la société mais dans l'art, le luxe et la cosmétique. Si nous avons du lait, nous le devons au travail des paysans et des ouvriers qui n'ont pas peur de se retrousser les manches et de mettre les pieds dans le fumier !

Les prétendus « biens professionnels » de ces 1 800 ultra-fortunés sont des actions qu'ils détiennent dans des groupes industriels et commerciaux, et ils n'ont souvent jamais mis les pieds dans les usines ou les entrepôts qu'ils possèdent.

Et c'est leur faire trop d'honneur que de les qualifier d'investisseurs. Ce sont des rentiers qui placent leurs capitaux là où ils espèrent toucher le gros lot. Ces dernières décennies, ils n'ont daigné investir que là où l'État les aidait et leur garantissait le jackpot.

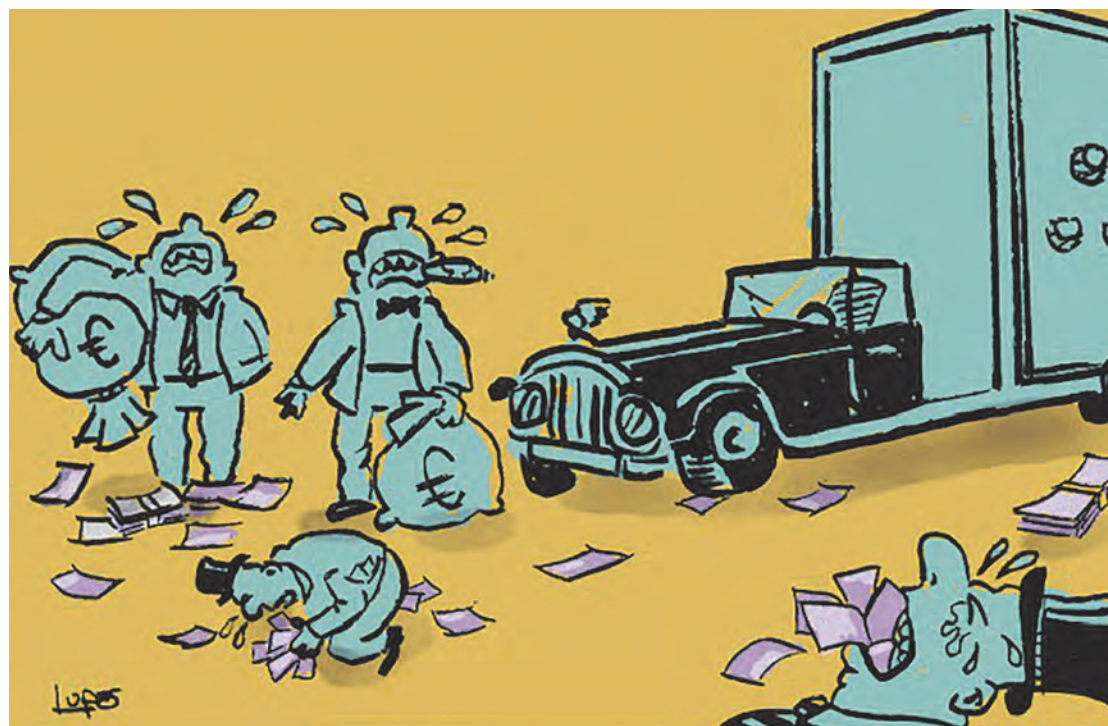
Dernièrement, ils ont laissé l'entreprise Carmat, qui produisait des cœurs artificiels, faire faillite, faute de 350 millions d'euros. Nos prétendus investisseurs n'ont pas été intéressés par cette entreprise qui sauvait des vies. Ils n'ont d'yeux que pour l'envolée des cours boursiers du secteur militaire et de l'intelligence artificielle !

Alors, ne laissons pas dire que la société repose sur eux, que la prospérité du pays dépend de leur prospérité et que nous ne vivons que grâce à eux ! C'est l'inverse. Ces ultrariches sont des assistés et des parasites de première classe, inutiles quand ils ne sont pas nuisibles.

Ces millions de capitaux, pour lesquels il faudrait les vénérer tels de nouveaux dieux intouchables, devraient être, depuis longtemps, propriété collective de tous les travailleurs car ils ont été sués par des générations d'ouvriers, de techniciens, d'employés, d'ingénieurs. Car nous produisons tout, y compris les capitaux dont ils se prévalent pour nous exploiter et nous commander !

Alors, quand nous serons en capacité de les faire reculer par nos luttes et qu'ils feront leur chantage habituel, il faudra pousser le bras de fer plus loin et leur dire : « Partez, nous gardons les usines, les entreprises, les banques et leurs capitaux que nous avons produits ! Partez, nous saurons investir dans ce qui est utile et nous ferons tourner la société à notre façon, c'est-à-dire pas pour les profits mais pour les besoins de tous ! »

Nathalie Arthaud



Économies sur les hôpitaux : la santé en danger

Depuis le lundi 3 novembre, il n'y a plus de médecins en formation aux urgences du CHU de Caen, faute de « médecins seniors » pour les encadrer, et cela pour une période minimale de six mois.

Au total, ce sont une cinquantaine d'étudiants en formation (internes et externes) qui ne seront plus en poste aux urgences de Caen. On imagine la charge accrue de travail pour les urgentistes restants et la dégradation des conditions d'accueil dans ce service. À Caen, il n'y aura plus que deux médecins urgentistes

pour accueillir une centaine de patients sur 24 heures, quand ils étaient auparavant aidés par une douzaine d'étudiants.

La situation aux urgences de Caen fournit un nouvel exemple de la situation dramatique dans les hôpitaux car elle est loin d'être unique. Le CHU de Toulouse a pris la même

décision de restriction des accueils jusqu'à décembre. Depuis des mois, l'accès aux urgences – 612 services dans tout le pays – est régulé via un appel au 15 qui juge d'accepter la prise en charge, ou bien renvoie les malades vers leurs médecins traitants eux-mêmes débordés.

La situation ne risque pas de s'améliorer avec la préparation du budget 2026 de la Sécurité sociale qui annonce une nouvelle cure d'austérité. La Fédération

hospitalière de France estime « qu'il manque un peu plus d'un milliard d'euros » et que la progression prévue de seulement 1,6 % des dépenses (chiffre le plus bas depuis les années 2010) aura des conséquences dramatiques et immédiates, quand ces dépenses avaient augmenté de 3,4 % en 2025. La Fédération hospitalière donne le chiffre de près de 20 000 emplois en moins dans les établissements publics.

Sous prétexte de ré-

duire le prétendu trou de la Sécurité sociale, le gouvernement taille à coups de serpe dans les budgets des hôpitaux et s'en prend dans le même temps aux malades, entre autres, via le doublement des franchises médicales. Le credo des économies s'impose toujours plus, alors que donner les moyens aux hôpitaux d'accueillir, de soigner et de sauver la population est la véritable urgence vitale !

Cédric Duval

AME : une attaque contre tous

Le gouvernement est en train de finaliser un décret sur l'aide médicale d'État (AME) qui va empêcher une partie encore plus importante de travailleurs sans papiers de se soigner.

L'AME est un dispositif leur permettant d'avoir accès gratuitement à certains soins, à condition de toucher moins de 847 euros par mois (le même seuil que pour bénéficier de la complémentaire santé solidaire, ex-CMU). Ce n'est pas seulement une mesure humanitaire, c'est aussi une mesure de santé publique car si une partie de la population ne peut pas se soigner, cela augmente le risque de voir des maladies contagieuses se répandre. Les virus, eux, ne font pas la différence entre ceux qui ont des papiers et ceux qui en sont privés.

Ce décret en préparation

exige la présentation d'un document d'identité avec photo pour constituer un dossier de demande d'AME. Jusqu'à présent, la photo n'est pas obligatoire. D'après l'ONG Médecins du monde, l'exiger exclurait de l'AME un tiers des 450 000 immigrés qui « ont fui leur pays sans papiers, les ont perdus, se les sont fait voler, ou subi des confiscations ou un chantage aux documents. »

Ce décret s'inscrit en fait dans la lignée des nombreuses campagnes menées par la droite et l'extrême droite contre l'AME depuis sa création en 2000, dans le but de faire croire que les

déficits de la Sécurité sociale et de l'État seraient dus aux immigrés, accusés de venir en France pour avoir des soins gratuits !

Tout cela n'est qu'un ramassis de mensonges. Un travailleur sans papiers sur deux n'a pas fait de demande de l'AME car il n'en connaît souvent même pas l'existence. Selon l'Assurance maladie, la fraude concernerait moins de 0,026 % des dossiers. Et puis les dépenses liées à l'AME ne représentent même pas 0,5 % des dépenses totales de santé. Il s'agit d'une goutte d'eau par rapport aux 210 milliards de cadeaux annuels donnés par l'État aux plus grandes entreprises, et qui ne servent pas à soigner les travailleurs, avec ou sans papiers.

Les attaques contre l'AME ne visent pas en réalité à faire des économies mais à détourner la colère des travailleurs vers des boucs émissaires et à les diviser pour masquer la responsabilité des capitalistes et de l'État dans la démolition du système de santé.

Arnaud Louvet

Arrêts maladie : une proposition scandaleuse

Vendredi 31 octobre deux députés, Liot et Modem, ont proposé et fait adopter à la commission des affaires sociales un amendement proposant de remplacer l'arrêt maladie par une prescription de télétravail émanant du médecin.

Selon les députés, une telle mesure pourrait encourager « une reprise progressive et adaptée, notamment pour certaines pathologies comme les troubles musculo-squelettiques ou anxiodépressifs ».

Travailler rivé à sa chaise devant son ordinateur, dans son 40 m² – un espace qui a concerné un quart des salariés pendant le Covid – voilà qui ne risque pas d'améliorer les troubles musculo-squelettiques et la posture dorsale ! Surveiller en même temps ses gamins, préparer le repas tout en attendant

l'heure de retrouver en visio son chef de service pour faire le point, est-ce vraiment du repos quand on est anxiodépressif ?

Si tant de travailleurs souffrent de ce genre de troubles, c'est le plus souvent le travail qu'ils en accusent, à juste titre, ce que confirment de nombreux médecins. Et si 76 % des personnes interrogées reconnaissent avoir déjà travaillé chez elles en étant malades, un chiffre sur lequel s'appuient les auteurs de cette proposition, il y a fort à parier que c'était pour la plupart par obligation et non pour « s'occuper ».

Cette proposition est doublement scandaleuse : parce qu'elle fait passer les malades qui s'arrêtent pour des fraudeurs et parce qu'elle les prive d'un repos auquel ils ont droit.

Sylvie Maréchal

DOMASILE



Fêtes régionales

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 16 heures
Salle des fêtes
de Margny-lès-Compiègne

Caen

Samedi 15 novembre
de 14 heures
à 22 h 30
Maison de quartier
de la Folie-Couvrechef

Dijon

Dimanche 16 novembre
à partir de 11 heures
à Saint-Apollinaire
à 15 h 30 : débat
avec Nathalie Arthaud

Fourmies

Dimanche 16 novembre
de 11 heures à 17 heures
Espace Mandela



Cercle Léon Trotsky États-Unis : un autoritarisme au service du grand capital

Samedi 8 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

“Trou de la Sécu” : l’État pille l’argent des salariés

Une véritable mise en condition est en route pour annoncer la catastrophe qui menacerait la Sécurité sociale du fait du « trou » de son budget, qu’il faudrait combler par tous les moyens.

Une dernière charge est venue de l’ancien socialiste Moscovici, président de la Cour des comptes. « *Ce n’est pas une situation saine et tenable, il convient de la rectifier maintenant* », a déclaré le ministre.

Mais de quoi s’agit-il en réalité ? Tout d’abord les chiffres et ce qu’ils révèlent. Pour 2025, le budget global de la Sécurité sociale est de 666 milliards d’euros, avec un déficit annoncé de 23 milliards d’euros. Mais, dans le même temps, le budget des recettes de l’État est de 308 milliards d’euros, et les dépenses prévues de 445 milliards d’euros, soit un trou de...137 milliards d’euros, notamment creusé par 211 milliards d’aides aux entreprises. La catastrophe annoncée n’est pas

là où on le prétend ; quant à ses causes, c’est encore une autre histoire.

La réalité est que, de tout temps et de plus en plus au fil des années, l’État a lorgné sur les recettes de la Sécurité sociale financées quasi exclusivement par les cotisations versées par des salariés et retraités. Même la fraction qui est qualifiée de « part patronale » n’est en réalité que du salaire différé.

L’État, sous tous les gouvernements, de gauche comme de droite, a décidé des allègements de cette « part patronale » des cotisations, ce qui fait autant de moins pour la Sécurité sociale. Selon les derniers chiffres certifiés, ces exonérations de cotisation se montaient, en 2023, à 75 milliards d’euros chaque

année. Il est vrai que l’État est censé compenser ces sommes à 100 % sur son budget, mais il ne le fait que partiellement, le manque à verser s’élevant selon un député à 28 milliards d’euros.

Le pillage des caisses de la Sécurité sociale est ainsi une véritable institution. L’État ne finance pratiquement pas les hôpitaux, que ce soit leur construction ou leur fonctionnement. Pour lui, le budget de la Sécurité sociale est un moyen de financer les grands laboratoires pharmaceutiques par l’intermédiaire du remboursement à bon prix des achats de médicaments. De nombreux groupes privés d’hospitalisation, et une masse de sous-traitants grands et petits, sont financés par le même biais pour intervenir dans les hôpitaux publics.

Il ne faut pas oublier les retraites, qui comptent pour 338 milliards annuels dans le budget de la Sécurité



sociale – l’État intervenant à hauteur de 68 milliards pour ses propres salariés. Le financement des retraites est assuré pour la plus grande part par le prélèvement fait sur les salaires en ne touchant pas aux profits

patronaux. La CGT d’avant 1914 estimait : « *Aux patrons de payer pour la retraite des travailleurs qu’ils ont exploités et usés !* » On est bien loin de l’application de ce principe.

Paul Sorel

Découverts bancaires : mesure anti-pauvres

En septembre 2025, le gouvernement français a pris une ordonnance qui prévoit d’ici un an une nouvelle réglementation pour le fonctionnement des découverts bancaires.

Les découverts de moins d’un mois et inférieurs à 200 euros ne seront plus automatiquement autorisés comme c’est le cas aujourd’hui.

À partir du 20 novembre 2026, les banques devront vérifier la « solvabilité » de leurs clients avant d’autoriser ces découverts qui seront considérés comme des crédits à la consommation et traités comme tels. Selon

l’UFC-Que Choisir, presque la moitié de la population se retrouve à découvert au moins une fois par an, pour surmonter les fins de mois difficiles. C’est pourquoi cette annonce a fait l’effet d’une bombe. Chacun comprend bien que cette mesure va pénaliser les plus pauvres.

Mais, bien entendu, ceux qui ont cette idée l’ont recouverte d’un discours hypocrite. Ce serait pour

combattre le surendettement que le Conseil européen, qui réunit les chefs d’État ou de gouvernement des États membres de l’Union européenne (UE), a décidé cette directive en 2023. À l’époque aucun responsable n’a crié au scandale. Mais aujourd’hui, les politiciens de tous bords répondent à l’inquiétude légitime de la population en incriminant l’UE comme si le mal venait d’ailleurs !

« *Alerte ! Être à découvert sera bientôt interdit ! [...] Cette privation a été imposée par l’Europe* » écrit Jean-Luc

Mélenchon. « *L’Union européenne ne trouve rien de mieux à faire que d’interdire les découverts bancaires automatiques* », déclare Laurent Wauquiez. Quant au RN, il dénonce « *l’ingérence de l’UE* ».

Seulement voilà, cette directive a été approuvée au Parlement européen avec la très grande majorité des voix des eurodéputés français. Manon Aubry de LFI, François-Xavier Bellamy des LR et Jordan Bardella pour le RN ont tous voté pour ce texte. Car, en dehors des feux des projecteurs, ils ne voyaient

aucun problème à laisser les banques resserrer leurs griffes sur les plus pauvres. Et c’est bien aussi le Parlement français qui a voté l’ordonnance faisant entrer cette directive en vigueur.

Malgré cette ordonnance, il n’est pas dit que les banques iront jusqu’à refuser des découverts. Elles n’ont pas d’intérêt à le faire tant les frais qui en découlent, les agios, leur rapportent. Actuellement, les agios représenteraient pour les banques 6 milliards d’euros de recettes annuelles. C’est-à-dire qu’elles profitent de la faiblesse des salaires pour voler des sommes énormes à leurs clients les plus en difficulté. La nouvelle réglementation pourrait être l’occasion d’accroître encore leur butin.

Pendant que l’ensemble des capitalistes font pression sur les salaires du monde du travail, les requins de la finance inventent de nouveaux moyens de s’enrichir sur la pauvreté, qui gagne toujours plus de terrain.

Joséphine Sina

Le ministre et le prisonnier

Gérald Darmanin, ministre de la Justice, a rendu visite mercredi 29 octobre au tout nouveau détenu de la prison de la Santé, Nicolas Sarkozy, « *pour regarder les conditions de détention d’un ancien président* », a-t-il déclaré sans rire. Darmanin a même cité un article de loi qui précise que « le service public pénitentiaire est assuré par le garde des Sceaux »,

c’est-à-dire lui-même, avant de conclure : « *Je fais mon travail de ministre.* »

Les 85 000 prisonniers actuellement entassés dans les prisons françaises, pour 62 000 places, n’ont donc plus qu’à attendre la visite du ministre en personne. Quant aux conditions de vie du prisonnier Sarkozy, Darmanin a sans doute été rassuré de voir qu’il disposait d’une cellule de

10 m² pour lui seul, quand 1 830 personnes dorment chaque nuit sur des matelas au sol en prison. C’est d’ailleurs le cas d’une centaine de codétenus de Sarkozy à la Santé, mais ce dernier ne les croquera jamais. Ses deux voisins devraient s’en assurer : ceux qui occupent la cellule d’à côté sont là en tant que gardes du corps.

Marlène Stanis



Accord franco-algérien de 1968 : la droite à l'unisson du RN

Le 30 octobre, le RN s'est glorifié d'être arrivé, pour la première fois, à faire voter une de ses propositions à l'Assemblée nationale, avec 185 voix pour et 184 voix contre. Il s'agit d'une résolution visant à dénoncer l'accord de 1968 entre la France et l'Algérie, qui encadre le statut des Algériens en France.

à l'échalote se poursuit. » En effet, la campagne contre les accords de 1968 avait été lancée au printemps par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Retailleau. Celui-ci était loin d'être isolé ; le chef de file des macronistes à l'Assemblée, Attal, avait également appelé à le dénoncer.

Il n'est pas surprenant que le RN s'impose en tête dans cette surenchère contre l'Algérie. L'ancien Front national est en effet notoirement connu pour avoir regroupé, dès sa fondation en 1972, d'anciens tortionnaires de la guerre d'Algérie et d'anciens membres de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), qui combattait l'indépendance de l'Algérie par la terreur armée.

Cette péripétie parlementaire illustre comment la démagogie anti-immigrés, développée par la droite mais aussi par une partie de la gauche quand elle était au pouvoir, finit par faire le jeu de l'extrême droite, dont c'est le fonds de commerce traditionnel.

Avec le soutien d'une partie de la droite, le RN a obtenu une victoire politique symbolique qui alimente encore les préjugés xénophobes.

Pour ne pas se laisser affaiblir et garder leurs capacités à se défendre contre les attaques qui les menacent, les travailleurs doivent s'opposer à ce poison de la division.

Thomas Baumer

GALLICA BNF



En 1969, quand Jacques Chirac s'affichait avec des immigrés algériens.

Depuis plusieurs mois, cet accord tient une place particulière dans la démagogie anti-immigrés agitée par la droite et l'extrême droite, qui l'accusent de favoriser les ressortissants algériens. En réalité, à l'époque où cet accord a été conclu, il visait bien à offrir des facilités... mais au patronat français qui avait un besoin urgent de main-d'œuvre dans les usines et les chantiers. Et l'accord représentait en fait une restriction à la libre circulation des Algériens sur le territoire français, par

rapport à ce qui avait été décidé à la fin à la guerre d'Algérie en 1962. Depuis, leurs droits ont été encore réduits à plusieurs reprises.

Le texte adopté par les députés n'a aucun effet car le gouvernement n'est pas obligé d'en tenir compte. Mais il permet à un certain nombre de politiciens d'alimenter le discours anti-Algériens. Réagissant à ce vote, le ministre algérien des Affaires étrangères a déclaré qu'il s'agissait pour le moment d'une affaire « franco-française », ajoutant : « La course

Budget : l'extrême droite défend les riches

Le 31 octobre, la taxe Zucman a été rejetée à l'Assemblée nationale par 228 voix contre 172, de même que sa version édulcorée, la taxe Mercier présentée par le Parti socialiste.

Ces taxes n'écornaient pourtant même pas les fortunes colossales des plus riches : l'économiste Zucman, qui a donné son nom à la première, prévoyait de taxer à 2 % les patrimoines supérieurs à 100 millions. Sa version allégée (la taxe Mercier) excluait même toutes les entreprises familiales et les entreprises dites innovantes et taxait à 3 % les patrimoines de 10 millions. En fait, cela permettait à de nombreuses entreprises d'échapper à l'impôt en prétendant être innovantes ou familiales, comme le dénonçait Gabriel Zucman en personne.

Mais pour une majorité de députés, faire semblant de taxer les patrons était encore trop.

Parmi ceux qui ont voté contre les deux taxes, on retrouve sans surprise les macronistes et les députés LR mais tout aussi sans surprise les députés RN. Reprenant les mêmes termes que Lecornu, Le Pen a déclaré qu'il fallait « protéger l'appareil

productif ». Depuis que le RN a quelque espoir d'accéder à la mangeoire gouvernementale, il multiplie les preuves d'amour au patronat. Il avait voté en 2022 contre l'augmentation du smic et proposé avant l'arrivée de Lecornu un contre-budget de 36 milliards d'économies supplémentaires aux dépens des classes populaires.

Bardella fait écho à Bernard Arnault, la première fortune du pays, vent debout contre la taxe Zucman, et reprend presque mot pour mot ses arguments affirmant que « le projet de la gauche et le projet de Monsieur Zucman est de transformer la France en Venezuela sans le pétrole et ce n'est pas mon projet ».

Le projet du RN est bien de défendre les intérêts du grand patronat et des plus riches. Sa position par rapport à la taxe Zucman lui permet d'en apporter la preuve à ceux qui en douteraient encore dans les milieux bourgeois.

Aline Urbain

Naufrage de migrants : les principaux coupables ne sont pas dans le box

Mardi 4 novembre a débuté le procès de dix hommes accusés de faire partie d'un réseau de passeurs mis en cause dans le naufrage d'un zodiac qui avait fait sept morts en août 2023.

S'il a été l'un des plus meurtriers, ce naufrage et ces morts ne sont pas exceptionnels. Depuis 2018, les tentatives de traversée de la Manche se sont multipliées. Les victimes s'additionnent au gré des naufrages, dont le dernier en date, au large de Sangatte le 10 septembre, a fait trois morts.

Derrière ces morts terribles se trouvent des or-

ganisations mafieuses, qui font payer très cher une petite place à bord de rafiots, dont les moteurs fatigués tombent en panne ou dont les boudins gonflables se déchirent en pleine mer. C'est ce qui s'est produit pour le zodiac surchargé qui transportait 65 personnes en août 2023.

Ces filières criminelles doivent leur succès à la

politique anti-migrants des pays de l'Union européenne. Elles prospèrent du fait de la fermeture des frontières, de l'impossibilité de passer par des voies légales pour fuir la misère, la guerre ou les persécutions. L'un des accusés de ce procès est d'ailleurs lui-même un migrant soudanais qui fuyait la guerre dans son pays : il est considéré comme « passeur » car il aurait tenu la barre du zodiac. Comme si, une fois entassés sur les canots, les migrants devaient s'interdire de tenter de diriger le bateau



Sauvetage, le 12 août 2023.

ou de le faire avancer !

Les principaux meurtriers, qui transforment la planète en une succession de pièges mortels pour les réfugiés, ne sont pas dans le box

des accusés. Ce sont même leurs tribunaux qui jugent et condamnent ces réfugiés que leurs lois définissent illégaux et obligent à risquer leur vie.

Nadia Cantale

HANDOUT MARINE NATIONALE

Logement : la flambée des expulsions

Depuis le 1^{er} novembre, les locataires menacés d'expulsion n'auront plus, durant cinq mois, l'angoisse de se trouver du jour au lendemain à la rue. Mais cette « trêve hivernale » qui se renouvelle chaque année n'apporte qu'un bref répit, le nombre annuel d'expulsions battant des records.

En 2024, 24 556 ménages, soit environ 50 000 personnes, ont été expulsés de leur logement par la police, ce qui représente une hausse de 29 % en un an et davantage qu'un doublement en dix ans. En réalité, deux à trois fois plus de ménages sous le coup d'un jugement quittent leur logement avant l'intervention des forces de police et beaucoup rejoignent la cohorte des quelque 350 000 personnes sans domicile.

Pour les habitants d'un bidonville, une simple

décision du préfet suffit à les expulser, y compris pendant la « trêve hivernale », et c'est le cas aussi, depuis une loi de 2023, des personnes qui occupent un local vide, même inoccupé depuis longtemps. Au bout du compte il y a les 912 décès de personnes sans chez-soi recensés en 2024 par le collectif Les morts de la Rue, en hausse de 16 % par rapport à 2023.

Aux drames qui se multiplient, les gouvernements successifs répondent... par un renforcement de la répression. La loi de 2023



raccourcit sensiblement les délais entre un jugement contre un locataire et l'intervention de la police. En outre, un juge n'a plus comme auparavant le

pouvoir d'accorder un délai, et il est encouragé à expulser un locataire même si celui-ci a recommencé à payer son loyer. Guillaume Kasbarian, député

macroniste qui fut un moment ministre du Logement, est l'auteur de cette loi.

« J'assume ce record d'expulsions. On devrait même aller plus loin dans le respect de la propriété privée et la rapidité des expulsions », s'est exclamé ce ministre le 1^{er} novembre sur France info. Une telle déclaration de guerre fait écho au patronat qui « assume » les licenciements. D'ailleurs, bien des travailleurs sont mis à la porte de leur logement après des licenciements qui les ont privés de leurs moyens d'existence, alors que les loyers continuent de flamber. Mais il en faut bien plus pour émouvoir un Kasbarian.

Jean Sanday

Loyers impayés : la réalité derrière la vitrine

Les médias s'appesantissent régulièrement sur « le cauchemar » ou « le calvaire » des propriétaires loueurs de logements ayant affaire à de mauvais payeurs, voire à des squatteurs qui occupent les lieux sans payer.

C'est à qui ira interviewer des retraités ayant un faible budget qui se retrouvent bernés, alors qu'ils espéraient que la location d'un logement acheté dans ce but leur permettrait de boucler leurs fins de mois. À

ceux-là s'ajoutent des squatteurs prenant plaisir à dégrader systématiquement les locaux qu'ils occupent.

Il est évident que, dans ces cas, les propriétaires subissent un préjudice. Mais de là à considérer que tous

les occupants ayant des difficultés à payer sont des arnaqueurs, il faut être un journaliste à la recherche de faits croustillants – ou un ex-ministre du Logement ultra-réactionnaire nommé Kasbarian.

Les chiffres montrent une situation beaucoup moins dramatique. Même si la part des baux impayés est montée de 1 % à 3,5 % depuis cinq ans, la plupart des

litiges se règlent à l'amiable, par l'étalement des versements par exemple. Seul 0,3 % résulte d'une décision de justice. Quant aux lieux occupés, certains le sont en effet par des bandes ou de petits caïds locaux. Mais beaucoup sont des logements vacants qui accueillent entre autres des sans-abri, souvent des familles entières n'ayant nulle part où aller, ou des

migrants en attente de leur régularisation. En 2023, on n'a compté que 432 demandes d'intervention faites par les propriétaires.

Mais monter en épingle les situations conflictuelles ou délictueuses sert bien le gouvernement en masquant les vrais problèmes que rencontrent les 4 millions de personnes sans abri ou mal logées.

Marianne Lamiral

Policiers de Bobigny : les violeurs portent l'uniforme

Vendredi 31 octobre une femme a eu le courage de dénoncer deux policiers qui l'ont violée alors qu'elle était incarcérée au dépôt du tribunal de Bobigny.

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, ancien préfet de police, a été obligé de parler « de faits extraordinairement graves s'ils étaient avérés », comme s'il s'agissait d'un cas nouveau et isolé.

La jeune femme avait été arrêtée le 28 octobre et mise en détention dans ce dépôt. La nuit même, les deux policiers sont venus la violer dans sa cellule, se sentant tellement forts de leur impunité que l'un d'entre eux a filmé les faits et gardé les images dans son téléphone.

Les deux policiers ont été mis en examen et en détention provisoire dès le 1^{er} novembre. Pour se défendre, ils ont reconnu avoir eu des relations sexuelles mais

en parlant de « relations consenties ». Avec deux policiers pouvant agir à leur guise face à une femme enfermée dans une cellule sordide et menacée par la justice, comment parler de consentement ? Oser évoquer un quelconque consentement dans cette situation de domination évidente est une insulte faite aux femmes.

Une grande partie de la presse reprend pourtant ces propos qui permettent de faire planer le doute sur les faits. À l'aide de leurs avocats, les policiers espèrent pouvoir convaincre des juges du « consentement » de cette femme. Comme si le fait que des policiers aillent chercher

leur proie sexuelle dans des cellules d'un dépôt ne devait pas poser problème. Ainsi, la seule question serait, comme d'habitude, de savoir si la victime était consentante, auquel cas tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes !

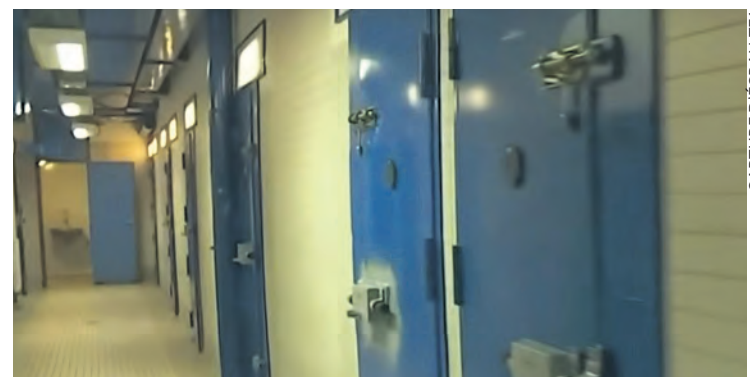
Ce n'est pas la première fois que la police, en particulier celle de Seine-Saint-Denis, est accusée de ce type de violences. On se souvient du jeune Théo qui, en 2017, avait été violé par des policiers d'Aulnay-sous-bois avec une matraque métallique. Et, depuis des années, le syndicat des avocats de France dénonce les conditions de « non-droit » qui règnent au dépôt du tribunal de Bobigny et l'impunité pour les policiers accusés de violences aggravées.

En juin 2025, deux journalistes du média Disclose et ceux du journal télévisé de France 2 ont recensé 419 victimes de violences sexuelles et 215 agresseurs parmi les forces de répression dans tout le pays. Sachant que ces chiffres ne concernent que ceux qui osent porter plainte, on mesure combien on est loin de se retrouver face à des

psychopathes isolés !

Le pouvoir qu'ont les policiers et l'attitude de leur hiérarchie permettent à certains de considérer qu'ils peuvent imposer ce qu'ils veulent et assouvir leur volonté de dominer, en l'occurrence une femme. Cela donne une idée de la nature de « l'ordre » que ces forces prétendent défendre.

Marion Ajar



Le dépôt du tribunal.

Moyen-Orient: le terrorisme d'État israélien

Le 28 octobre, l'aviation israélienne a une nouvelle fois bombardé Gaza, tuant plus de 100 personnes, dont 46 enfants. Depuis le 10 octobre, date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu voulu par Trump, 240 Palestiniens ont ainsi été tués.

À chaque fois, les dirigeants israéliens invoquent des attaques du Hamas contre leurs soldats pour justifier leurs bombardements. Le plan de Trump permet à Israël d'occuper plus de la moitié de Gaza au-delà d'une « ligne jaune » que son armée est en train de matérialiser, la transformant en nouvelle frontière. Elle encercle ainsi deux millions de Gazaouis qui survivent entassés dans des abris de fortune sur les ruines de leurs maisons. Des drones armés survolent en permanence la zone non occupée.

Tout franchissement de cette ligne jaune est considéré comme une « menace immédiate » qui justifie un tir mortel, même quand il s'agit d'habitants en quête de combustible pour cuisiner. La recherche des derniers corps des otages israéliens, enfouis dans les tunnels parfois effondrés sous des tonnes de gravats, prend forcément du temps. Cela fournit un autre prétexte à l'armée

israélienne pour recommencer à bombarder Gaza.

Malgré les accords, la livraison de la nourriture, confiée de nouveau aux équipes de l'ONU, reste intermittente et insuffisante. Selon la porte-parole du Programme alimentaire de l'ONU, il n'y a que 44 points de distribution alors qu'il en faudrait 145. Un million de personnes ont pu recevoir des colis alors qu'ils sont 1,6 million en attente urgente de ravitaillement. Des centaines de camions chargés d'aide alimentaire sont prêts mais Israël n'autorise que deux points de passages, régulièrement coupés.

Sans surprise, Netanyahu et son état-major ont reçu le soutien de Trump, qui a justifié les bombardements en affirmant qu'« Israël n'a fait que riposter après la mort d'un de ses soldats » et qu'il est certain que « la paix va tenir » ! Trump serait en train de négocier avec l'Égypte, la Jordanie, la Turquie et d'autres pays de la région



Gaza le 3 novembre.

leur participation à la mise en place d'une force de sécurisation chapeautée par les États-Unis. En attendant qu'elle soit constituée, la seule force toute puissante dans l'enclave palestinienne est l'armée israélienne. Même si le projet d'établir à Gaza une « administration transitoire » sous l'égide d'un Conseil de la paix présidé par Trump lui-même – autrement

dit la mise en place d'un protectorat américain – finissait par aboutir, l'armée israélienne demeurerait le gendarme en chef se donnant tous les droits.

C'est ainsi qu'elle se comporte au Sud-Liban, malgré l'instauration du cessez-le-feu le 27 novembre 2024. Depuis cette date, les tirs d'artillerie, les raids aériens, les incursions terrestres ou les

attaques par drones n'ont jamais cessé. Sous prétexte d'éliminer des cadres du Hezbollah sur le territoire libanais, l'armée israélienne tue régulièrement des civils – 270 personnes ont été tuées et 540 blessées depuis un an – et provoque des destructions matérielles. S'il y a un État terroriste au Proche-Orient, c'est bien Israël.

Xavier Lachau

Une population otage de l'extrême droite

Le 3 novembre, la commission de sécurité nationale du Parlement israélien, la Knesset, a voté à l'initiative d'une députée du parti d'extrême droite, Force juive, une proposition de loi instaurant la peine de mort pour « les auteurs d'attaques terroristes ».

Cette proposition de loi serait soutenue par Netanyahu, ce qui est d'autant plus vraisemblable que le ministre Itamar Ben-Gvir, dirigeant de ce parti d'extrême droite, a menacé de retirer le soutien de sa formation au

Premier ministre si la proposition n'est pas soumise au vote avant le 9 novembre. Le même Ben-Gvir avait publié peu auparavant une vidéo dans laquelle il appelait à la peine de mort, où il se mettait en scène debout devant

des prisonniers palestiniens couchés face contre terre et mains attachées.

L'extrême droite alimente aussi une campagne médiatique dont la cible est la générale de division Yifat Tomer-Yerushalmi, ancienne avocate en chef de l'armée israélienne, récemment poussée à la démission. Elle est accusée par les chefs de l'armée d'avoir couvert, en août 2024, la fuite à destination des médias de vidéos montrant des soldats tabassant et torturant un prisonnier palestinien dans la tristement célèbre prison de Sde Teiman, au sud d'Israël. Des médecins avaient ensuite témoigné des graves blessures dont le détenu souffrait, notamment de côtes cassées et de déchirures au rectum. C'est pourtant sur la générale Tomer-Yerushalmi que l'opinion va-t-en guerre a déversé ses torrents d'insultes, la conduisant peut-être à envisager de mettre fin à ses jours, avant d'être pourchassée et

arrêtée. Elle aurait, selon ceux qui tiennent les rênes du pays, « causé une atteinte considérable à la réputation d'Israël ». Que dire alors des deux années de massacres de la population de Gaza ?

L'arrestation de militaires réservistes impliqués dans ces violences avait alors donné lieu à des manifestations de militants ultranationalistes d'extrême droite, ministres en tête. Quant à la situation du millier de détenus palestiniens à Sde Teiman, centre mis en place spécialement pour y enfermer des Gazaouis arrêtés arbitrairement par les forces armées israéliennes depuis le 7 octobre 2023, les voix qui la dénoncent en Israël sont rapidement muselées.

Pourtant, le 1^{er} novembre, des milliers de personnes ont manifesté, principalement à Tel Aviv, mais aussi à Haïfa et Jérusalem, en hommage au Premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné en 1995 par un militant d'extrême droite,

alors qu'il avait été l'un des artisans des accords d'Oslo de 1993. Ceux qui se sont exprimés ce 1^{er} novembre ont voulu montrer leur opposition à la politique de la coalition au pouvoir, menée par Netanyahu et ses complices d'extrême droite Smotrich et Ben-Gvir. Mais les racines du désastre actuel sont aussi dans la politique des gouvernements qui les ont précédés depuis 1948. Les prisons à ciel ouvert que sont depuis des décennies pour les Palestiniens Gaza, et de plus en plus la Cisjordanie, sont bien le produit d'une politique constante, et des plus violentes, de négation des droits des Palestiniens. C'est aussi cette politique qui a entraîné en Israël même un renforcement des tendances d'extrême droite et produit des gouvernements de plus en plus réactionnaires, dont le poids se fait sentir sur toute la population.

Viviane Lafont



Tel Aviv le 1^{er} novembre: manifestation en hommage à Rabin.

Soudan : à l'heure des massacres

Les Forces de soutien rapide du général Hemetti sont entrées le 26 octobre dans la capitale de la région du Darfour, El-Fasher, qu'elles assiégeaient depuis dix-huit mois, et s'y sont livrées au massacre des habitants.

Depuis avril 2023, le Soudan est en proie à la guerre civile qui oppose pour le pouvoir deux chefs militaires, celui qu'on appelle Hemetti et le général Al-Bourhane. L'affrontement entre ces deux prédateurs a déjà fait près de 150 000 morts. Treize millions d'hommes, de femmes et d'enfants, un quart des Soudanais, ont dû fuir leur domicile, pourchassés par les tueurs des deux camps.

À El-Fasher, après avoir affamé la population en l'isolant du reste du pays par une enceinte de sable, les hommes d'Hemetti sont entrés dans la ville en mitraillant ses habitants du haut de leurs véhicules, violant, assassinant jusqu'aux occupants d'une maternité. Et ils ont filmé leurs exactions avant de les diffuser sur Internet pour terroriser le reste du pays. Ils se sont livrés à une épuration ethnique, ciblant les populations non arabes auxquelles ils mènent une guerre permanente. Ce sont les héritiers des anciens cavaliers janjawid, des milices qui avaient ravagé la région du Darfour il y a une vingtaine d'années et sur lesquelles le dictateur de l'époque, Omar Al-Bachir, s'était appuyé et qu'il avait équipées d'armement moderne, avant de les envoyer un temps combattre au Yémen.

Al-Bourhane dirigeait

pour sa part l'armée officielle lorsque, en 2019, un puissant mouvement populaire, commencé comme une protestation contre la hausse du prix du pain imposée par le FMI, avait abouti en quelques mois au renversement d'Omar Al-Bachir. Les chefs des deux pans de l'armée, Hemetti et Al-Bourhane, avaient alors choisi de se débarrasser du dictateur contesté pour ne pas être emportés avec lui. Ils avaient d'abord jugé plus prudent de partager le gouvernement avec certains

civils censés représenter le mouvement populaire, étant entendu que le véritable pouvoir restait entre leurs mains. Puis, dès qu'ils l'estimèrent possible, les deux chefs de guerre menèrent une féroce répression, qui leur permit de venir à bout de la mobilisation populaire, noyée dans le sang. Après avoir écrasé la population, ils ne tardèrent pas à se sauter à la gorge. Depuis, tout le pays, région après région, connaît les horreurs de la guerre. En mai dernier, les hommes d'Al-Bourhane reprenaient la capitale du Soudan, Khartoum, en la bombardant sans

réserve. Aujourd'hui ce sont ceux d'Hemetti qui s'emparent d'El-Fasher.

Ce conflit n'aurait pas duré aussi longtemps, et avec de telles horreurs, s'il n'était alimenté par les États voisins, qui se mènent ainsi une guerre par procuration avec la peau des Soudanais. Les combattants des deux camps n'ont aucun problème pour se réarmer auprès de leurs alliés. Les Émirats arabes unis fournissent aux Forces de soutien rapide des équipements anti-aériens sophistiqués et des drones de fabrication chinoise, ainsi que du matériel fabriqué par des

entreprises françaises pour équiper leurs blindés. Ils ont également facilité l'arrivée de mercenaires colombiens, qui ont combattu à El-Fasher. L'armée dite régulière d'Al-Bourhane est de son côté alimentée par l'Égypte en avions de combat et en drones. Toutes les puissances régionales voient affluer l'or dont le Soudan regorge.

Les grandes puissances impérialistes, et notamment les États-Unis, regardent quant à elles pour l'instant le pays s'enfoncer dans une situation dramatique en se contentant de lancer de platoniques appels à la paix et en promulguant des embargos dont elles savent qu'ils n'existent que sur le papier. Ce n'est pas simplement de l'indifférence ou de la passivité mais une politique. Elles attendent de voir quel sera le vainqueur, ou les vainqueurs, car une nouvelle partition du Soudan en deux États, après celle qui a vu la naissance du Sud-Soudan, n'est nullement à exclure. Ces grandes puissances ne font donc aucune pression réelle auprès de leurs alliés dans la région, qui se trouvent dans les deux camps, pour les inciter à cesser d'attiser le conflit. Les Émirats arabes unis ou l'Égypte sont parmi les premiers clients des industries d'armement occidentales, et des pions trop précieux dans le jeu que mènent les États-Unis dans la région pour que ceux-ci risquent même tant soit peu de les incommoder.

Daniel Mescla



Rassemblement d'un million de personnes à Khartoum le 25 avril 2019, après le renversement d'Omar Al-Bachir.

Italie-Libye : un accord ignoble contre les migrants

L'accord signé en 2017 entre l'Italie et la Libye pour la coopération des deux pays en matière de « lutte contre l'immigration illégale, contre le trafic d'êtres humains et la contrebande et pour le renforcement de la sécurité aux frontières » vient d'être tacitement reconduit.

Depuis huit ans, l'Italie a confié au gouvernement libyen et à des bandes armées la mission de retenir dans les territoires qu'ils contrôlent respectivement les migrants qui s'apprêtent à traverser la Méditerranée. En échange, la Libye reçoit argent, équipements et aides diverses. Le gouvernement italien n'est pas regardant sur les méthodes employées et les milices ont les mains libres pour torturer et rançonner,

réduire en esclavage ou livrer à la prostitution les dizaines de milliers de migrants candidats au départ depuis les côtes libyennes.

L'accord avait été signé le 2 février 2017 par Marco Minniti, ministre de l'Intérieur du gouvernement de gauche de l'époque et lui-même dirigeant du PD, le Parti démocrate. Celui qui se vantait de « juguler la crise migratoire » n'avait alors négligé aucun interlocuteur, des chefs de

gouvernement aux notables locaux plus ou moins ouvertement criminels.

Le gouvernement Meloni s'est bien gardé de remettre en cause l'accord. Au contraire, Meloni a multiplié les gestes vis-à-vis du gouvernement libyen. Elle a par exemple refusé d'extrader l'ex-chef de la police judiciaire de Tripoli, le général Almasri, recherché pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Arrêté à Turin en janvier 2025, il a même bénéficié d'un rapatriement express en Libye à bord d'un avion militaire italien.

Le même gouvernement

libyen vient d'annoncer qu'il expulsait Médecins sans frontières, l'une des dernières organisations humanitaires encore présentes dans le pays. Il peut être assuré que son travail de garde-frontières

impitoyable continuera à lui valoir les millions d'euros et les égards que les puissances impérialistes réservent à ceux qui se chargent de ce sale travail à leur place.

Nadia Cantale



Migrants aux abords des côtes libyennes.

États-Unis : un maire "socialiste" à New York

Zohran Mamdani, jeune candidat du Parti démocrate, l'a emporté à l'élection municipale de New York sur son rival Andrew Cuomo, autre démocrate, qui avait été contraint de démissionner de son poste de gouverneur de l'État en 2021, accusé d'agressions sexuelles.

Le maire sortant, Adams, démocrate également, corrompu notoire, n'a même pas osé se représenter. C'est une sorte de second tour qui a eu lieu après que, en juin dernier, malgré l'appui des dirigeants nationaux du Parti démocrate, le cacique Cuomo, 68 ans, déjà ministre sous Clinton, avait perdu la primaire face au jeune Mamdani, 34 ans.

Partisan de taxer les riches, de rendre les bus gratuits et de geler les loyers exorbitants, Mamdani a attiré beaucoup d'électeurs dans cette ville de plus de huit millions d'habitants, très marquée par les inégalités sociales. Manhattan, le plus connu des cinq districts, abrite des avenues prestigieuses où les appartements des milliardaires

surplombent les boutiques de luxe. Mais les 1,7 million d'habitants de cette île sont loin d'être tous des privilégiés, ne serait-ce que dans le quartier noir de Harlem. Les quatre autres districts sont nettement moins prospères : le Bronx et le Queens sont faits de vastes quartiers populaires.

Près de 154 000 élèves des écoles de New York sont sans domicile fixe au moins une partie de l'année scolaire. Chaque nuit, plus de 100 000 personnes dorment dans des abris sociaux. Les prix à New York, et pas seulement ceux du logement, sont plus élevés que dans le reste des États-Unis. Un quart des New-yorkais survivent en dessous du seuil de pauvreté : cette proportion est le double de celle du

pays dans son ensemble.

Déjà Bill de Blasio, maire démocrate de 2014 à 2021, avait fait campagne sur le thème des inégalités sociales, sans qu'elles reculent. Le nouveau maire, Mamdani, a promis de remettre les prix new-yorkais à la portée de ses habitants ordinaires. C'est ce qu'il appelle du socialisme et qui est caricaturé comme du communisme par Trump, qui au dernier moment a laissé tomber le candidat républicain pour appeler à voter pour le démocrate Cuomo.

En fait, si Mamdani a obtenu suffisamment de soutien parmi les classes populaires pour l'emporter sur les autres démocrates lors de la primaire de juin, dès ce cap franchi il a cherché celui des milieux financiers influents de Wall Street. D'après la représentante d'une fédération patronale qui l'a introduit dans les milieux d'affaires, Mamdani « a été très bon pour nouer des relations et assister à des réunions ».



CAPTURE CNN

Depuis, plusieurs dirigeants nationaux du Parti démocrate lui ont apporté leur soutien, même si c'est parfois du bout de lèvres. Bien qu'ils craignent de prêter le flanc aux accusations de socialisme ou de communisme lancées contre eux par les républicains, ils sont reconnaissants à Mamdani, tout comme à Bernie Sanders, de ramener vers le Parti démocrate les électeurs qui s'en étaient éloignés lors de la présidence Biden en le voyant gouverner

exclusivement au service des plus riches.

Les New-yorkais vont bientôt voir Mamdani à l'œuvre, en représentant d'un Parti démocrate d'autant plus enclin à gauchir son langage qu'il est éloigné du pouvoir central. Il est peu probable qu'ils voient un changement, tant il est vrai qu'on ne peut faire le socialisme dans une seule ville, même le socialisme version Mamdani et même à New York.

Lucien Déroit

Aide alimentaire amputée

Au bout d'un mois de paralysie budgétaire de l'État fédéral, Trump a annoncé que des économies seraient faites sur l'aide alimentaire aux plus pauvres. Leur montant sera divisé par deux et arrivera avec retard aux bénéficiaires.

C'est ainsi que 42 millions de personnes – salariés pauvres, familles mono-

parentales – qui survivent difficilement en temps ordinaire, vont devoir se priver encore plus. Même si certains États ont annoncé débloquent des fonds en urgence pour éviter les pires conséquences de cette tragédie sociale, cela n'amortira que partiellement le choc pour les classes populaires.

Alors qu'il manque

4 milliards de dollars au mois de novembre pour ces aides cruciales, les actions des groupes capitalistes du secteur technologique voient leur cours grimper en Bourse jusqu'à atteindre 4 000 milliards de capitalisation pour Apple et Microsoft, et même 5 000 milliards pour Nvidia...

L. D.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 251 (novembre 2025)

- Moyen-Orient : le plan Trump pour une paix des cimetières
- Crise politique et guerre sociale
- ISF, taxe Zucman
- 1925, la grève des marins britanniques
- Impénétrable Chine (3)
- Kautsky, L'origine du christianisme

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Spéculation boursière : la bulle qui grossit

Les Bourses mondiales connaissent l'euphorie, battant record sur record. Cette ébullition ressemble fort à celles qui ont annoncé de précédentes crises.

L'indice principal de la Bourse de New York a vu sa valeur doubler depuis 2022 et connaît une envolée spectaculaire depuis le mois d'avril. Cette hausse est d'abord celle des modestement intitulées « sept magnifiques » : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, Nvidia et Tesla, qui ont progressé de 60 % en six mois. Cette euphorie repose largement sur l'espoir de profits liés au développement de l'intelligence artificielle et

à son utilisation. Ces entreprises espèrent se partager ce marché censé révolutionner l'économie et augmenter la productivité du travail.

Mais ce n'est pour l'instant que chanson d'avenir. Selon le journal *Les Échos*, de plus en plus d'analystes financiers se demandent comment on va trouver une rentabilité à des entreprises d'IA qui ont des coûts de fonctionnement trois à cinq fois plus élevés que leurs revenus.

La société OpenAI, qui a conçu ChatGPT, valorisée à près de 500 milliards de dollars en Bourse, elle, ne versera pas de dividendes avant 2029. La société Palantir, géant américain de l'analyse de données, dispose d'une capitalisation boursière représentant 250 fois son chiffre d'affaires. On peut comprendre avec un minimum d'intelligence, artificielle ou biologique, que cette situation ne peut conduire qu'à l'écroulement de la bulle.

Mais cela ne modère pas l'appétit des spéculateurs. La raison première est la

masse de richesses que détient la bourgeoisie mondiale et qu'elle cherche à placer. Faute de rentabilité dans la production de biens et d'infrastructures utiles à la population, des milliers de milliards affluent dans les secteurs s'ils promettent une rentabilité financière immédiate élevée, même reposant largement sur du vent, c'est-à-dire sur la simple conviction que le cours de l'action va continuer à monter.

En 2007, juste avant l'écroulement de la crise des subprimes, une bulle immobilière, Charles Prince, PDG

de Citigroup, expliquait : « Quand la musique s'arrêtera, les choses se compliqueront en termes de liquidités. Mais tant qu'il y a de la musique, il faut se lever et danser. » Peu de temps après, Citigroup licencierait 17 000 employés, malgré un plan de sauvetage public de 300 milliards. C'était à l'image de l'ensemble de la classe capitaliste, dont l'économie mondiale explosait en vol.

Aujourd'hui, les mêmes capitalistes ou leurs descendants continuent de danser... sur le volcan.

Christian Bernac

Chine 1925-1927, la révolution ouvrière étranglée

En 1925, huit ans après la Révolution russe, la vague révolutionnaire atteignit la Chine, un pays gigantesque où la classe ouvrière était très minoritaire et où le Parti communiste existait depuis à peine quatre ans.



Meeting ouvrier à Shanghai en mars 1927.

Avec l'aide de l'Internationale communiste (IC) créée par les révolutionnaires russes, ce jeune parti profitait d'une expérience politique considérable, grâce à laquelle la classe ouvrière chinoise, en entraînant derrière elle l'immense paysannerie pauvre du pays, pouvait se mettre à la tête de la révolution.

Ce ne fut malheureusement pas le cas et, si cette révolution se termina par un échec sanglant, la responsabilité en revient à la bureaucratie stalinienne, qui avait mis la main sur l'IC et rendait les partis communistes incapables de mener une politique révolutionnaire indépendante.

La première révolution bourgeoise

Au début du 20^e siècle, l'empire chinois, vieux de plus de 2 000 ans, était en pleine décomposition, sous la pression des grandes puissances occidentales qui pillaient ses richesses.

Un courant progressiste, nationaliste bourgeois, était apparu, formant un parti qui allait prendre le nom de Kuomintang. Son leader, Sun Yat-Sen, voulait moderniser la Chine et lui donner les moyens de s'imposer dans le concert des nations capitalistes.

Le système impérial, au cours des siècles, avait bridé le développement bourgeois et c'est surtout dans la diaspora commerçante, dans l'armée et dans la jeunesse étudiante que le courant nationaliste trouva des

partisans.

Malgré tout, le 10 octobre 1911, des officiers nationalistes renversèrent le pouvoir de la dynastie Qing, une République fut proclamée et Sun Yat-Sen nommé président. Il ne fallut cependant que quelques mois pour que, dans toutes les régions de Chine, des clans dirigés par des militaires, les « seigneurs de guerre », prennent de fait leur autonomie.

Chaque seigneur de guerre trouva le soutien d'une puissance impérialiste. Le mouvement républicain était réprimé et le pays morcelé. Mais toute une jeunesse, éveillée à la politique, était désormais à la recherche d'idées nouvelles.

Les débuts du Parti communiste

Les impérialistes vainqueurs de la Première Guerre mondiale cédèrent les concessions allemandes à l'impérialisme japonais, sans même qu'il fût question de demander leur avis aux Chinois.

La colère explosa, notamment lorsque, le 4 mai 1919, des milliers d'étudiants manifestèrent à Pékin. Le leader de ce mouvement, Chen Duxiu, était un professeur d'université progressiste qui avait commencé à faire connaître le marxisme. C'est autour de lui, début 1921, que fut fondé le Parti

communiste. Un de ses premiers réflexes fut d'envoyer les jeunes militants qui le rejoignaient à Moscou.

La classe ouvrière chinoise, de formation très récente, comptait à peine trois millions d'ouvriers et des centaines de milliers de « coolies », ces porteurs misérables vivant dans les grands ports du pays. Ces exploités, par leurs luttes explosives, se retrouvaient d'un seul coup au premier plan de la lutte politique. Le parti nationaliste voulut s'imposer comme leur direction.

Mais la révolution russe de 1917 avait eu un impact extraordinaire et bien des prolétaires étaient instinctivement attirés par les idées communistes. Le nouveau leader du mouvement nationaliste, Tchang Kaï-chek, dû se résoudre à aller à Moscou pour, en se prétendant partisan de la révolution mondiale, obtenir de l'URSS les moyens d'organiser une armée afin de réunifier la Chine.

La répression de la révolution

Le 30 mai 1925, à Shanghai, lors de grèves contre la brutalité des contremaîtres, un officier britannique fit tirer sur la foule, tuant douze étudiants. En réponse, des grèves éclatèrent à Hong Kong, Canton et Pékin. A Canton, la grève générale éclata et le boycott des marchandises britanniques fut décidé. Hong Kong fut bloqué par 100 000 ouvriers. Les fumeries d'opium furent réquisitionnées pour en faire des dortoirs et des cantines. Une conférence de délégués ouvriers, avec un élu pour 50 grévistes, mit sur pied un comité exécutif de 13 membres, véritable embryon de pouvoir ouvrier où Trotsky allait voir la « version chinoise » des soviets créés au moment de la révolution russe de 1905. La croissance du PC devint explosive : il passa de 1 000 membres en janvier 1925 à 10 000 en novembre.

Pour les nationalistes, cette croissance était une menace. Le 20 mars 1926 à Canton, Tchang Kaï-chek fit un coup d'État, arrêta les militants communistes et

attaqua le quartier général du comité de grève.

Cela n'empêcha pas les dirigeants de l'IC, désormais aux mains de Staline, de déclarer que le PC chinois devait continuer à soutenir Tchang Kaï-chek. Pour Borodine, le représentant de l'IC en Chine : « la période actuelle [devait] voir les communistes servir de coolies au Kuomintang ».

Ayant maté les communistes dans le Sud, Tchang Kaï-chek lança sa conquête militaire du Nord. Aux yeux des paysans pauvres, il continuait à être le symbole de la révolution. Des soulèvements éclatèrent tout au long de l'avancée de son armée, dans les villes et les campagnes.

En février 1927, quand cette armée approcha de Shanghai, là aussi des grèves éclatèrent. D'abord réprimées par les troupes des concessions occidentales, la révolte finit par être victorieuse. 500 000 à 800 000 grévistes prirent en main la ville en organisant une milice de 5 000 hommes.

Quand, en avril, l'armée de Tchang Kaï-chek entra dans Shanghai, c'est elle qui organisa la répression en s'appuyant sur la pègre locale. Une véritable terreur blanche s'institua : 5 000 ouvriers furent tués, des militants communistes furent jetés vivants dans des chaudières de locomotives. Les prolétaires chinois étaient ainsi massacrés par ceux-là même en qui l'IC leur avait demandé d'avoir confiance.

Dès avant le début de la révolution en Chine, l'Opposition de gauche trotskyste en URSS avait dénoncé cette politique suiviste vis-à-vis de Tchang Kaï-chek, annonçant que celui-ci allait inévitablement se retourner contre la classe ouvrière.

Les conséquences de la défaite

Suite à la répression dans les villes, une grande partie du Parti communiste les déserta. Se coupant ainsi du prolétariat, il allait se transformer en une guérilla dans les campagnes et, tout en gardant son nom, devint en fait un parti nationaliste basé sur la paysannerie.

En URSS, cette défaite fut un coup de massue pour tous ceux qui espéraient voir une Chine révolutionnaire rejoindre l'URSS. « Le parti était transporté par la révolution chinoise. C'était seulement en 1923 [avec la révolution en Allemagne] qu'on avait connu une pareille intensité » dit Trotsky.

Mais la démoralisation qui s'ensuivit en URSS renforça la tendance bureaucratique stalinienne, qui expulsa du parti l'Opposition de gauche, envoya ses militants en déportation et en prison et exila Trotsky.

Il reste que le prolétariat chinois avait donné une preuve de plus, après l'expérience de la révolution russe, que la classe ouvrière, même dans un pays pauvre où elle était très faible numériquement, est le seul élément véritablement révolutionnaire, capable d'émanciper toute la société.

Pierre Royan



Décapitation d'un communiste.

Croissance : de quoi, pourquoi, vers où ?

Le 2 novembre, le ministre de l'Économie a qualifié la croissance du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre de « *performance remarquable* » et salué « *les entreprises qui font progresser le pays* ».

Les commentateurs, le plus souvent salariés de remarquables et multimilliaires groupes privés, ont applaudi et précisé que, ce trimestre, la France contribuait pour la moitié à la croissance de la zone euro. En décortiquant les chiffres ils ne peuvent tout de même pas cacher que cette croissance n'est ni également répartie ni également bénéfique à toute la population. La « consommation des ménages », une catégorie statistique qui correspond à ce que la population

travailleuse peut dépenser, ne progresse pas et aurait plutôt tendance à régresser. En termes clairs et du point de vue de la famille qui fait ses courses le samedi après midi, le niveau de vie de la masse de la population baisse. Il baisse même très rapidement au fur et à mesure des plans de licenciements, des attaques gouvernementales et des pressions patronales sur les conditions de travail et de salaire.

En revanche, les bénéfices des grandes entreprises

augmentent, de même que le cours de leurs actions en Bourse. Et, à l'intérieur de cette catégorie, ce sont précisément les affaires des marchands d'armes et des avionneurs qui progressent, tirées, disent les statisticiens, par les crédits pour le réarmement de l'Europe.

Autrement dit, non seulement la croissance dont parlent patrons, ministres et économistes se fait aux dépens des travailleurs, en les exploitant et même en les appauvrissant, mais elle est due à l'économie de guerre et conduit à la guerre elle-même. Remarquable performance, en effet.

Paul Galois

L'industrie de l'armement tire la croissance



Lafarge : profit criminel

Mardi 4 novembre s'est ouvert le procès de Lafarge, multinationale de la construction, aujourd'hui absorbée par le groupe Holcim.

L'entreprise est poursuivie pour « financement du terrorisme », pour avoir fait fonctionner sa cimenterie de Jalabiya dans le nord de la Syrie en 2013 et 2014 alors que la guerre civile y faisait rage.

L'entreprise, six de ses anciens cadres, dont l'ex-PDG Bruno Lafont et des responsables de la sécurité, sont accusés d'avoir versé plusieurs millions d'euros à des groupes terroristes dont l'État islamique, pour obtenir des droits de passage, permettant de faire circuler les camions et les ouvriers, et d'approvisionner

l'usine en matières premières. En septembre 2014 quand l'usine est tombée aux mains de l'État islamique, l'expérience s'est arrêtée. Les salariés expatriés avaient été évacués en 2012 mais les ouvriers syriens avaient dû rester jusqu'au bout, travaillant sous la menace d'être séquestrés ou tués en venant à l'usine.

Si certains responsables sont sous le coup d'accusations qui pourraient leur valoir de la prison ou de lourdes amendes, l'entreprise, elle, ne risquerait que des sanctions financières. Des plaintes contre

Lafarge, ont été déposées par des ONG dont Sherpa, à la demande des salariés de l'usine, pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui » et « conditions de travail indignes ».

L'armada de défenseurs au service de Lafarge, a fait renvoyer à plus tard, vers un autre procès très hypothétique, la poursuite pour « complicité de crime contre l'humanité » requise par les ONG contre le trust. Malgré cela, près de deux cents salariés syriens ont porté plainte, se portant partie civile contre cette multinationale qui, selon le mot d'une avocate, « a préféré le ciment à l'humain ».

Sylvie Maréchal

Shein : scandale et intox

Samedi 1^{er} novembre, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a saisi le procureur de la République.

La vente de poupées sexuelles à caractère pédopornographique a été constatée sur le site en ligne chinois Shein.

Suite au signalement de la DGCCRF, Shein a retiré ces produits de la vente, au moins pour la France. Mais, surfant sur l'indignation légitime que cette affaire a suscitée, le gouvernement en profite pour pousser un peu plus loin sa campagne protectionniste et antichinoise.

Qu'un site comme Shein ou Aliexpress revende de tels produits est bien sûr révoltant mais ce n'est guère étonnant dans un système capitaliste où tout s'achète et tout se vend. Les envolées du ministre de l'Économie, Roland Lescure, menaçant d'interdire la plateforme chinoise en France, sont donc des plus hypocrites. Il sait parfaitement que d'autres sites vendent de tels produits, comme Vinted ou e-Bay, et qu'avec très peu de moyens informatiques, n'importe quel malade ou pédocriminel peut contourner de

telles interdictions.

La réalité, c'est que derrière l'emballement médiatique, il y a la concurrence chinoise que le patronat français cherche à endiguer. Depuis plusieurs mois, il mène une campagne de dénigrement contre Shein, Temu et quelques autres, dénonçant la qualité des produits, et même – ils osent tout – l'exploitation subie par les ouvriers chinois. Quand ces mêmes ouvriers produisent des articles pour Carrefour, cela ne suscite pas la même indignation ! Le patronat veut faire taxer les colis importés, et quand Shein s'est employé à contourner ces taxes en faisant un partenariat avec le BHV, en implantant ses propres boutiques, c'est le patron du BHV qui s'est retrouvé sous pression, quasiment accusé de collusion avec l'ennemi.

Shein est certes prêt à faire de l'argent avec tout. Mais est-ce aux champions de la vente d'armes de lui faire la morale ?

Serge Benham

Medef : pas de vaccin contre la soif de profit



Alors que la campagne de vaccination contre la grippe bat son plein, le Medef, toujours en quête d'économies aux dépens des salariés, propose de cesser d'indemniser à 100 % les travailleurs grippés qui auraient refusé de se faire vacciner.

Dans de belles déclarations sur « le pays de Pasteur », le Medef prétend regretter que 50 % seulement de la population se fasse vacciner. Mais, plus pro-

saïquement, les patrons attendraient d'une vaccination généralisée que le taux d'absentéisme soit divisé par 2,4 et que la moyenne de 4,6 jours d'arrêt de travail par salarié diminue.

Pour le moment, le gouvernement n'a pas retenu cette proposition tout en ayant sélectionné bien d'autres, sans doute à même de faire autant d'économies sans faire autant de vagues.

Cédric Duval

Face aux licenciements : quelle riposte ?

La CGT a recensé près de 450 plans de licenciements depuis septembre 2023, menaçant directement plus de 100 000 emplois et 300 000 indirectement.

Face à cette avalanche de licenciements, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a rencontré, le

30 octobre, le ministre délégué à l'Industrie, Sébastien Martin, pour lui demander « de changer de politique économique et industrielle », comme elle l'a expliqué dans une interview. « Ce n'est plus possible d'avoir une politique du carnet de chèques où on se contente de distribuer 211 milliards d'aides publiques aux entreprises sans conditions ni contreparties. »

Des centaines de milliards sont en effet versés aux grandes entreprises sans que soit prévu le moindre contrôle gouvernemental de ce qui en est fait. Sanofi, par exemple, a

supprimé des milliers d'emplois ces dernières années dans ses services de recherche et développement, tout en recevant en même temps des centaines de millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche.

Mais même si les aides versées aux entreprises étaient conditionnées par des créations d'emplois, les patrons se contenteraient de les empocher sans se sentir obligés de respecter le moindre engagement. Et il ne faut pas compter sur l'État, quel que soit le gouvernement en place, pour exiger qu'ils remboursent ces milliards ainsi versés à fonds perdu.

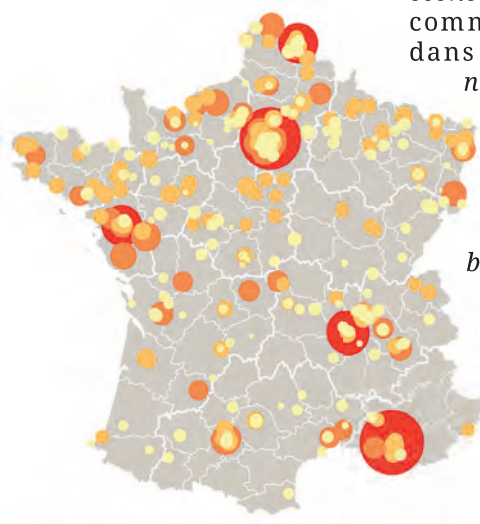
En réalité, la politique mise en avant par la CGT ne peut déboucher que sur une impasse pour les travailleurs. Elle se résume en fait à attendre du gouvernement qu'il veuille bien modérer les attaques patronales, ce qui est totalement illusoire.

Face à la guerre sociale que leur mène la classe

capitaliste, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces et sur leur capacité à s'organiser pour riposter au patronat avec les armes de la lutte

de classe, les grèves et les manifestations. À l'origine, les syndicats, et la CGT en particulier, étaient censés y contribuer.

Thomas Baumer



10 000

Nombre d'emplois supprimés ou menacés



Données CGT - Rennes avec Kartus / données from OpenStreetMap contributors (2024 license)

Port de La Pallice – La Rochelle : morts dans les silos

Le 14 avril 2020, un intérimaire de 21 ans, Jocelyn Gilly, qui venait de recevoir son diplôme de serrurier-chaudronnier, était mort dans un silo à grains du groupe Sica Atlantique, broyé lors de la remise en marche de la machine à l'intérieur de laquelle il se trouvait.

La mort de ce travailleur vient seulement d'être rendue publique, par un article du journal *Sud-Ouest*, ce qui porte à cinq le nombre de morts par accident du travail recensés dans les silos du port de La Pallice en trente ans.

La période de confinement à cause du Covid avait certainement aidé l'entreprise à faire que l'événement reste ignoré du public et de la presse, et la Sica s'est encore bien gardée d'en faire mention lorsqu'un autre accident mortel, sur lequel elle a alors dû communiquer, est survenu en octobre 2023. L'information sur les risques qu'ils courent intéresse pourtant au plus haut point les travailleurs et contribue à leur propre sécurité. C'est le cas en particulier pour ceux des autres silos du port de La

Pallice, les silos à grain du groupe Soufflet et à béton du groupe Holcim, qui ont tous connu des morts au travail et apprennent cet accident mortel avec cinq ans de retard.

La Sica n'avait pas daigné non plus informer la famille de Jocelyn des circonstances de sa mort. Afin d'obtenir des éclaircissements, celle-ci avait dû porter plainte pour homicide avec dépôt de partie civile, mais elle n'a plus de nouvelle de la procédure depuis trois ans. « Tout ça parce que nous sommes des petites gens », disent le père, employé de grande surface, et la mère, aide-soignante.

Le directeur de la Sica, interrogé par *Sud-Ouest*, invoque ce qui serait « une véritable culture de sécurité » de son entreprise. La Sica avait pourtant dû revoir en urgence son protocole

de sécurité après l'accident de 2020. Et cette prétendue « culture de sécurité » ne va pas jusqu'à éviter l'emploi de travailleurs en intérim, comme c'était le cas de Jocelyn, et de sociétés sous-traitantes, puisque la victime de l'accident de 2023 appartenait à une société extérieure de nettoyage, alors que l'on sait que c'est un facteur de risque aggravé.

Les cinq morts des silos du port de La Pallice avaient tous moins de 27 ans. Une grosse proportion des morts au travail sont en effet des jeunes, qu'il est donc criminel d'employer sur des sites dangereux sans une formation particulièrement solide, et a fortiori sous un statut précaire qui augmente le risque d'impréparation. L'hécatombe d'accidents mortels est le triste résultat d'une société dans laquelle les profits patronaux sont plus importants que la vie des travailleurs qui sont à leur source.

David Louvois

SNCF – Rennes : embauchez au TER !

À l'appel des syndicats, lundi 3 novembre, une centaine de cheminots grévistes se sont rassemblés pour interpeller la direction SNCF-TER régionale de Rennes. Le conseil régional, lui, pointait aux abonnés absents.

Le mouvement fait suite à l'agression d'une contrôleur qui a été rouée de coups en gare de Mes-sac, début septembre. Lors du rassemblement, il a été dit que, pour la direction, cette agression n'était pas « un fait grave », alors que la salariée est toujours en arrêt de travail. Depuis septembre, d'autres agressions ont eu lieu. Cette situation a fait monter la colère chez les contrôleurs, les conducteurs, à la SUGE (le service de surveillance générale de la SNCF) et chez les cheminots en gare à Rennes, Saint-Brieuc et Saint-Malo, présents à la manifestation.

La directrice a cherché à minimiser la mobilisation en disant que 70 % des TER circulaient, comptabilisant comme TER les bus de substitution qui remplaçaient les trains supprimés ! À la question sur le nombre de grévistes, elle n'a pas répondu. Pourtant près de 90 % des contrôleurs au TER étaient en grève sur la région. Mais elle s'est contentée de banalités du genre : « Des formations sont prévues sur la sûreté », ajoutant « que l'argent est limité » et « qu'elle compte faire installer des

caméras individuelles »... Comme si cela répondait aux revendications sur le manque de personnel ! Des grévistes ont fait remarquer que les caméras individuelles ne serviraient à rien sans travailleur pour les porter. Cette direction qui n'a eu de cesse de mettre en avant « l'humain », ne sait que supprimer des emplois ! Alors, son discours était plus que décalé par rapport aux préoccupations des intéressés.

Les cheminots ont dénoncé la mise en place de l'EAS (équipement agent seul) qui, depuis des années, avec l'accord du conseil régional, permet à des TER de circuler sans contrôleur à bord sur des trajets entiers, ainsi que la suppression des postes en gare et aux guichets, le manque d'effectifs à la SUGE, à la conduite : tout cela pour augmenter les bénéfices au détriment de la sécurité des agents et des usagers. Les témoignages se sont multipliés sur la situation qui se dégrade dans les trains et les gares. Les faits ont été remontés. Mais la directrice n'avait rien à y répondre.

Tous étaient d'accord pour dire que la cause principale de toutes ces dégradations était le manque de personnel. Ceux pour qui c'était la première grève ont pu constater en direct le mépris de la direction ! Une leçon de chose pour l'avenir.

Correspondant LO



Le 3 novembre à Rennes.

Stellantis – Poissy : la direction avoue !

Lundi 3 novembre, lors d'une réunion avec les syndicats, Antonio Filosa, le PDG de Stellantis qui a pris la suite de Carlos Tavares, a fait un certain nombre d'annonces notamment sur l'emploi et sur l'avenir de l'usine de Poissy.

Le service de communication du groupe se permet de mettre en avant l'annonce de 1 200 embauches en 2025 et une promesse de 1 600 embauches pour 2026. Bien sûr, le PDG s'est bien gardé d'expliquer que le groupe avait effectué plus de 2 500 suppressions d'emplois rien qu'en 2025 et qu'il en prévoyait au moins 1 800 pour 2026. Autant dire que la réalité est loin de celle reflétée par les propos tronqués de ce service de communication. Et la conséquence directe de ces suppressions d'emplois est une augmentation de la charge de travail pour tous

les travailleurs qui restent.

Jusque-là, la direction de Stellantis niait toute idée de fermeture de l'usine de Poissy et elle essayait même de faire croire à la possibilité d'un nouveau véhicule. Alors que la presse racontait les négociations avec le club du Paris Saint-Germain pour la revente d'une partie du site, elle tentait là encore de nier les faits, avec la complicité de Pécresse et d'autres élus. Le PDG a donc fini par annoncer l'arrêt de la fabrication de voitures après l'Opel Mokka actuellement produite à Poissy. Cela signifie que la direction confirme bien son projet

de fermer l'usine, même si le mot « fermeture » reste tabou dans sa bouche et si elle l'accompagne du discours habituel sur son engagement, la main sur le cœur, à trouver des activités industrielles alternatives. Comme si l'on pouvait croire à l'existence d'un atelier de réparation ou d'une casse automobile à côté d'un immense stade et d'un complexe touristique de luxe.

À l'usine, cette annonce n'a étonné personne. En effet, les travailleurs sont convaincus depuis des mois que la direction n'allait pas lancer un nouveau véhicule

malgré ses mensonges répétés et ceux de ses sbires. Il reste désormais pour un maximum de travailleurs à prendre conscience que le compte à rebours est lancé et qu'il n'y a plus de temps à perdre pour s'organiser, et agir pour défendre sa peau.

Si cet empire industriel qui a accumulé plusieurs dizaines de milliards d'euros ces dernières années décide de fermer cette usine, son unique raison est de maintenir les profits et les dividendes des actionnaires dans la guerre que se mènent les capitalistes de l'automobile à l'échelle

mondiale. Et cette guerre, la direction la mène avec la peau des travailleurs, qu'ils soient de Stellantis ou des équipementiers.

Les travailleurs représentent une force qui peut contrecarrer les plans de Stellantis d'autant plus qu'à travers le pays, ceux de Poissy ont des dizaines de milliers d'alliés : tous les travailleurs menacés qui se battent contre les licenciements et les fermetures d'usines.

Il faudra de la conscience, de la détermination, de la combativité et de la rage !

Correspondant LO



Action sur le marché de Poissy.

Stellantis – Hordain : exploitation capitaliste = danger

Le 30 octobre, dans l'usine Stellantis de Hordain dans le Nord, une travailleuse a été blessée sur chaîne par la chute d'un moteur de 200 kilos.



La travailleuse blessée est sortie de l'hôpital et tous espèrent qu'elle va se remettre sans dommage.

Reste que l'accident aurait pu avoir des conséquences encore plus graves. L'ambulance et les gendarmes sont intervenus dans l'atelier, et la gendarmerie a ouvert une enquête dont on ne connaît pas les résultats. Mais s'il y avait une enquête ouvrière, on sait déjà quel en serait le résultat. La direction avait mis sur pied une équipe chargée de « réussir le lancement de ce nouveau moteur ». Dès le début de son montage sur les voitures, les membres de

l'équipe découvraient des problèmes presque chaque jour. Stellantis avait bien pensé à son moteur, mais pas du tout à ceux qui allaient travailler dessus... Comme d'habitude !

Après l'accident, c'était l'émotion et l'inquiétude chez les salariés, mais pas du côté de la direction qui voulait redémarrer la production au plus vite. Depuis, elle a fait venir des renforts, en expliquant que c'était pour améliorer la sécurité. En général, quand de tels renforts sont amenés, ils sont ensuite rapidement levés et envoyés ailleurs.

En ce moment, la direc-

tion fait mine de considérer que la sécurité est essentielle. Mais elle maintient l'augmentation de la vitesse de la chaîne, les allongements journaliers d'horaires, les samedis travaillés obligatoires et donc aggrave la fatigue de tous. On peut prévoir que comme après chaque accident, ses discours sur la sécurité ne dureront pas bien longtemps et feront place aux « nécessités de la production ». Sauf si les travailleurs décident de la surveiller de près et de ne pas la laisser mettre en danger leur vie ou leur santé.

Correspondant LO

Renault – Cléon : toujours mobilisés

Depuis le 20 octobre, les travailleurs des Protos, un secteur de l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime, où sont produits des prototypes, sont mobilisés contre une attaque de la direction.

Ce jour-là, dans une réunion de secteur, la hiérarchie a annoncé qu'à partir de janvier 2026, 56 salariés travaillant en horaire normal n'auraient plus droit à la prime d'équipe, qu'ils touchaient depuis des années. Cette suppression entraînerait une baisse de

170 euros mensuels, ce qui représente quasiment un mois de salaire en moins dans l'année ! Le RH du secteur, faisant mine de comprendre leur mécontentement, leur a conseillé de voir... l'assistante sociale s'ils avaient des problèmes de salaire.

Les salariés concernés du Proto Méca, en colère, se sont immédiatement mis en grève et sont allés voir, dans le bâtiment voisin, leurs collègues du Proto E-tech qui, ni une ni deux, les ont rejoints dans la grève. Le RH de l'usine les a alors menacés de leur retirer rétroactivement leur prime, ce qui pourrait conduire jusqu'à leur soustraire 5 000 euros.

Depuis cette attaque, les

travailleurs ont constitué le « collectif des Protos », se mettent en grève régulièrement, se réunissent tous les jours, décident collectivement de leurs revendications et de leurs actions. Ils ont ensemble écrit un tract qu'ils ont eux-mêmes diffusé aux entrées de l'usine pour informer les autres travailleurs du site de leur mobilisation et pour lequel ils ont reçu un accueil

chaleureux.

Pour l'instant, la direction leur a annoncé une prime exceptionnelle de 38 euros par mois. Mais pour ces travailleurs cela ne fait pas le compte. Loin d'avoir dit leur dernier mot, ils ont décidé, vendredi 31 octobre, de cesser le travail durant une heure chaque jour pour continuer à mettre la pression sur la direction.

Correspondant LO

Fonderie lorraine – Grosblieberstroff: non aux suppressions d'emplois!

Les travailleurs de la Fonderie lorraine à Grosblieberstroff en Moselle, propriété des groupes ZF et VOIT Automotive, sont sous la menace de plusieurs dizaines de suppressions d'emplois.

À la Fonderie lorraine, 450 travailleurs fabriquent des pièces en aluminium complexes telles que des boîtes de vitesses, et des éléments de moteurs pour BMW, Mercedes et autres géants de l'automobile. Depuis 2022, en dépit de menaces récurrentes contre les travailleurs du site, le carnet de commandes de la fonderie était plein à craquer, la production ne baissant même pas l'été, tandis que les demandes d'heures supplémentaires pleuvaient. Même le patron, Marc Friedrich, reconnaissait lors

d'une interview en 2023 que plusieurs dizaines de nouvelles embauches étaient nécessaires. Les travailleurs n'avaient pas attendu cet aveu : lors de leur grève au printemps 2023, ils exigeaient non seulement des augmentations de salaires face à l'explosion des prix, mais aussi des garanties par écrit de ZF et VOIT concernant le maintien des emplois. Pourtant, en 2024, un bien mal nommé « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) était engagé. Ce PSE avait été suspendu au printemps 2025 après



LE REPUBLICAIN LORRAIN

l'arrivée de deux nouveaux contrats pour la fonderie, mais aussi face à une nouvelle mobilisation des travailleurs pour obtenir des garanties concernant leurs emplois. Mais lundi 3 novembre, la direction a annoncé la reprise du PSE avec,

dans son viseur, 53 emplois à supprimer au plus vite. Dans le même temps, la Fonderie lorraine devait continuer à produire le plus possible afin d'attirer d'éventuels repreneurs. ZF, deuxième plus grand équipementier automobile

allemand, se lamente sur les déboires de l'automobile pour tenter de justifier les 14 000 suppressions d'emplois qu'il veut effectuer d'ici fin 2028 sur les 160 000 travailleurs que compte le groupe à l'échelle mondiale. ZF comme VOIT Automotive, sans parler de leurs donneurs d'ordres tels que BMW ou Mercedes, sont des groupes riches à milliards. Les travailleurs de la Fonderie lorraine n'ont aucune raison d'accepter d'être sacrifiés pour maintenir voire encore augmenter les profits des actionnaires. Ces deux dernières années, ils ont déjà montré qu'ils connaissent la voie à prendre pour s'opposer à leur avidité. **Correspondant LO**

Dans les bulletins Lutte ouvrière



Jusqu'à la corde

Haut-fourneau, four électrique, les pannes perturbent la production et notre emploi du temps avec. Le manque d'investissement et d'entretien en sont la cause de fond. Pour Saint-Gobain il s'agit de tirer le maximum des installations sans dépenser un sou. Les profits, coûte que coûte!

Saint-Gobain PAM

RATP, cap sur les attaques

Le 1^{er} novembre, ce sont les dépôts de Bords de Marne, Saint-Maur, Asnières et Pleyel qui sont passés en filiales de RATP CAP. En signe de bienvenue, les jours de carence sont montés à trois jours non indemnisés. Et le compteur de dimanches est mis à zéro, ce qui descend la prime dimanche/férié de 51 euros à

25 euros brut. RATP CAP annonce la couleur : s'en mettre plein les poches sur notre dos.

RATP bus

Prime de haute intensité

Pour ceux d'entre nous qui sont certains jours en télétravail, la direction, dans son infinie générosité, versera une prime mensuelle pour pallier les frais,

de 4 euros pour une journée hebdomadaire et 8 euros pour deux jours! Avec des sommes aussi extravagantes, l'ordinateur ne risque pas le court-circuit dû à un trop plein d'énergie.

Hutchinson – Châlette sur Loing

Des économies meurtrières

À Nice, le 29 septembre, un collègue est décédé après avoir

chuté d'une échelle. Voilà à nouveau une mort au travail qui aurait pu être évitée, mais une nacelle pour travailler sur les câbles téléphoniques coûterait plus cher qu'une simple échelle! Et une fois de plus, Orange se défousse sur des sous-traitants. C'est pourtant bien lui, le donneur d'ordre, qui est le premier responsable. **Télécom – Montpellier**

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Brésil : guerre contre les pauvres

Le 28 octobre, tôt le matin, près de 2 500 policiers, avec blindés et hélicoptères, ont envahi les favelas de Penha et Alemão, à Rio de Janeiro prétendument pour neutraliser le gang du Comando Vermelho et « sécuriser la ville ».

Le gouverneur d'extrême droite de l'État s'est empressé de se vanter du « succès » de l'opération.

Dans ce pays parmi les plus inégalitaires du monde, il n'existe aucune réelle politique du logement. Des millions de pauvres, le plus souvent des Noirs, en sont réduits à survivre sur des terrains non constructibles, les favelas. Eau potable, assainissement, électricité stable, collecte des déchets, tout fait défaut. À Rio, un habitant sur quatre vit dans une favela, c'est-à-dire une grande partie de la classe ouvrière.

Il est vrai que les gangs sont un fléau dont souffre la population. Mais cette opération n'était pas une « lutte contre le crime », c'était une attaque contre la population pauvre de la ville, celle qui s'entasse dans les favelas. Elle s'est soldée par un véritable carnage : 132 morts, dont quatre policiers. L'opération a eu lieu au cœur de zones densément habitées. Les habitants racontent les rafales de tirs au milieu des

maisons et des écoles, et comment des familles entières ont été prises sous le feu. Une fois la police partie, certains ont passé la nuit à chercher les corps dans les ruelles et les bois avoisinants. Ils ont eux-mêmes rassemblé des dizaines de cadavres sur une place publique : plusieurs victimes avaient été exécutées d'une balle dans la nuque, d'autres torturées.

La police brésilienne, ouvertement raciste, est souvent qualifiée de la « plus violente du monde ». En 2023, elle a tué plus de 6 300 personnes, dont 87 % de Noirs. Cette même année, la mort d'une petite fille de 3 ans, tuée à Rio par la police lors d'un contrôle routier, avait ému le pays. Mais, depuis, rien n'a changé, toute personne pauvre peut être abattue dans la rue lors d'un simple contrôle et chaque jour des jeunes, souvent noirs et désarmés, sont tués dans les rues, les favelas ou les centres commerciaux.

L'extrême droite cherche à se renforcer par une

démagogie sécuritaire qui prétend répondre à la violence des gangs. Sécuriser les favelas est un prétexte que saisit la police, au sein de laquelle elle est présente, pour déployer mitrailleuses, blindés et hélicoptères. Ce massacre n'a en rien affaibli les gangs : aucun chef du Comando Vermelho n'a été arrêté et l'argent du trafic continue d'être blanchi

dans les banques et les commerces en toute impunité. Pour remplacer leurs membres tués, les gangs trouveront d'autres jeunes, car beaucoup ne voient pas d'autre perspective que de rentrer dans les bandes criminelles.

Ces opérations ne visent pas vraiment à combattre le crime, elles servent à terroriser les classes populaires

et à gagner des voix sur la peur. Pour les habitants des favelas, la police est un gang armé de plus qui vit sur leur dos. Dans ce Brésil dirigé par Lula, aucune solution ne viendra d'en haut. Les habitants devront s'organiser et s'armer eux-mêmes pour ne plus être la proie des gangs, légaux ou non, qui les rackettent et les tuent.

Gabriel Morel



Plus d'une centaine de morts sous les balles de la police dans des favelas de Rio.

Chine – USA : bras de fer commercial

« Une rencontre incroyable », « 12 sur une échelle de 1 à 10 ». Voilà comment Trump a caractérisé les résultats de son entrevue avec le président chinois Xi Jinping, qui s'est tenue en Corée du Sud jeudi 30 octobre. À l'entendre, les deux rivaux seraient devenus les meilleurs amis du monde.

En fait, Trump a dû reculer sur son projet de faire passer les droits de douane sur les produits chinois à 157 %. Mais ce n'est peut-être que partie remise, une phase dans une guerre commerciale pas près de s'apaiser.

Ce qui a contraint Trump à revenir à des droits de douane de 47 % est surtout la menace brandie par la Chine de verrouiller l'exportation de terres rares, dont elle contrôle près de 90 % du raffinage mondial. Et vu le rôle que jouent ces minerais dans l'économie moderne, on comprend que cela pose problème aux États-Unis.

Les terres rares regroupent des éléments qui ne sont pas du tout des pierres précieuses mais des

composants indispensables dans bien des technologies d'aujourd'hui. Dès qu'il y a des petits aimants (dans les vibreurs des téléphones portables par exemple), des cellules photoélectriques, des batteries de toutes tailles... il y a des terres rares. Or la Chine n'a pas toujours été dans une telle position dominante. Dans les années 1980, le groupe français Rhône-Poulenc était l'un des deux groupes mondiaux dans le domaine des terres rares. Son usine de La Rochelle purifiait 50 % du marché mondial. Mais les géants de la chimie et de l'extraction minière ont trouvé que l'exploitation et le raffinage des terres rares n'était pas suffisamment lucratif. Petit à petit, ils ont donc délaissé cette

production et la Chine en est devenue le leader incontesté, notamment grâce à son site de Baotou, en Mongolie intérieure, où 75 % de la production mondiale est concentrée. Le traitement y consomme tellement d'eau pure et engendre un tel rejet d'eau contaminée en produits polluants et radioactifs qu'un immense lac artificiel mortifère a été créé sur le site. On comprend que ce site soit devenu, pour l'industrie mondiale, une sorte de paradis où se fournir en terres rares à très bon prix.

En retour, cette situation a donné à la Chine un atout pour résister aux pressions économiques des États-Unis. Cette énorme concentration de la production d'un secteur industriel donné n'est pas unique. Elle fait penser à celle qui existe dans le secteur des puces électroniques de très haute technologie dont Taïwan a récupéré, pour des raisons similaires, le quasi-monopole. Peut-être l'État américain ou des

entreprises privées chercheront-ils à remettre en cause le monopole chinois. Mais ce n'est pas si simple car obtenir la même rentabilité nécessiterait des investissements considérables. Alors, pour l'instant, Trump a préféré concéder à Xi Jinping des droits de douane moins astronomiques, tout en lui imposant aussi d'acheter massivement du soja aux fermiers américains.

Les journalistes ont relaté le fait que, en public, Xi Jinping n'a pas eu un seul sourire et a refusé de montrer la moindre complicité. Il s'est contenté de déclarer : « Je crois que le développement de la Chine va de pair avec notre vision de rendre une Amérique "great again" (forte à nouveau) ». Mais Xi Jinping est instruit par des décennies de relations entre la Chine et les États-Unis depuis la révolution de 1949, qui ont été parfois de collaboration mais surtout d'hostilité. Et il sait bien que son pays, avec son État puissant

capable de tenir tête aux États-Unis, ne sera jamais vu d'un bon œil par le pays impérialiste le plus puissant du monde.

Pour finir, lors de son voyage en Asie, Trump a aussi rencontré le président sud-coréen, pays que les États-Unis considèrent comme un de leurs plus anciens alliés dans la région. Or, en conclusion de cette entrevue, le président coréen a dû, pour obtenir le maintien de droits de douane réciproques au taux de 15 %, promettre de faire 350 milliards de dollars d'investissements aux États-Unis dans les dix prochaines années.

C'est le tribut à payer en tant qu'État vassal. Comme avait dit l'ancien diplomate américain Henry Kissinger, bien placé pour s'exprimer à ce sujet : « Être un ennemi des États-Unis est dangereux, être un ami des États-Unis est fatal. »

Pierre Royan